

Combattant D'INDOCHINE

N° 33 de FEVRIER 1955

C'est toujours d'actualité... et à méditer !

OUI

Les Anciens Combattants doivent s'occuper de politique

Dussions-nous scandaliser certains, voilà le grand mot lâché. Jusqu'ici on l'a pudiquement camouflé, on a parlé d'action morale, d'action nationale, d'action civique... Pourtant la France est bien le pays de Boileau qui disait : « J'appelle un chat un chat et Rolet un fripon ». Pourquoi donc cette crainte à l'égard d'un mot, banni du vocabulaire «ancien combattant». Sans doute les statuts de notre association comportent, comme ceux de bien d'autres associations, la formule quasi-sacramentelle : l'association s'interdit toute discussion politique... Mais est-ce bien la véritable raison de l'emploi de ces nombreux euphémismes ?

Apparemment non! Il s'agit plutôt d'une ignorance. Les Français, et en particulier ceux de notre génération, pensent que la politique est la source de tous nos maux. Certes depuis plusieurs décades, ceux qui font profession de « politique » n'ont pas peu contribué à renforcer cette opinion. Et peu à peu on en est arrivé à considérer le terme avec dégoût et c'est avec une certaine fierté, comme s'il s'agissait d'une vertu, que l'on entend dire autour de soi : « Moi, je ne fais pas de politique ».

L'énergie que nous représentons doit être au service de l'action

Combien de fois nous a-t-on répété : surtout pas de politique, c'est la ruine de toutes les associations. La politique engendre la division, elle suscite les appétits, attise les rancœurs, sème la discorde. Surtout, et c'était là une recommandation très sincère, maintenez les combattants d'Indochine à l'abri de ce fléau. Pourtant nous sentions chez la plupart de nos camarades une sorte d'insatisfaction, comme si les activités que leur proposait notre association, ne parvenaient pas à remplir leurs aspirations, leur désir et même le but qu'ils avaient implicitement fixé à notre regroupement.

En fait, nous avons sous les yeux l'exemple des associations d'anciens combattants de l'entre-deux-guerres. Toutes s'étaient défendues de jouer un rôle politique, mais souvent, elles avaient servi de tremplin aux ambitions électorales et dans cet abaissement aux besoins d'une sorte d'électoralisme ambiant elles avaient perdu toute influence collective. Cette influence collective qui aurait pu éviter à notre pays la désastreuse surprise de 1940.

Peu à peu elles ont rabaissé leurs efforts aux seuls soucis d'un quémandage alimentaire ou au renouvellement de commémorations ravalées au rang d'alibis pour fréquenter les autorités en place. Incapables d'exprimer leur pensée, sinon sous des espèces inopérantes, bavardes, qui se concluaient par des motions incertaines de Parlements de pacotille, elles ne provoquaient plus que l'indifférence, tant parmi leurs adhérents que dans l'opinion.

Après 1945 et encore plus rapidement qu'après 1918, nous avons eu l'impression que les Associations d'Anciens Combattants pourtant animées par des hommes de notre génération, allaient subir le même étouffement.

Allions-nous, à notre tour, par immobilisme, sans doute aussi par lâcheté, laisser se disperser et se désagréger cette force particulièrement dynamique que pouvaient être, dans le pays, les combattants d'Indochine ?

Pouvions-nous, alors que de toute part s'exprimait la confiance dans notre action et l'attente de cette action, borner nos activités à des réunions oiseuses, à l'évocation de souvenirs certes vénérables, et trahir ainsi l'espoir de nos camarades et l'idéal de ceux qui furent à l'origine de notre Association ?

Notre œuvre d'entraide n'est-elle pas une œuvre politique ?

Bien sûr, nous étions' décidés entre nous à poursuivre une œuvre sociale, à lutter pour que le combattant d'Indochine ne devienne pas une épave dans un monde où il n'y avait plus de place pour lui. Et cette œuvre d'entraide a éminemment servi ceux qui parmi nous avaient le plus souffert dans leur cœur ou dans leur chair. Or, cette réalisation de l'entraide, un des buts essentiels de nos statuts, en quoi consiste-t-elle sinon à organiser, suivant un cadre prévu et flexible une incessante montée de nos camarades vers le bonheur matériel, le perfectionnement moral. Et par là même, n'avions-nous pas engagé l'Association dans une tâche authentiquement politique ?

Les Anciens Combattants peuvent-ils se désintéresser de la « chose publique » ?

Qu'est-ce donc en effet que la politique ?

Le dictionnaire nous apprend que c'est : l'art de diriger la Cité. En fait, s'occuper de politique c'est s'occuper de la chose publique.

Et maintenant, nous posons la question : Est-ce que les anciens combattants ont le droit de se désintéresser de la chose publique ? Si nous constatons, à l'heure actuelle, une véritable désaffection à son égard, les Anciens Combattants, en ce qui les concerne, n'en sont-ils pas responsables ?

Il ne s'agit pas pour nous de mêler notre qualité de combattant aux luttes d'intérêts privés, aux manœuvres sordides, que l'on confond dans le langage courant avec la « politique » ; mais bien d'étudier, en notre qualité de combattant, et de prendre parti sur les questions majeures où la France joue son avenir et sa vie.

Avant nos intérêts, il y a les grands intérêts du pays

Nous voulons faire cesser la confusion qui règne dans ce domaine. Il ne servirait à rien, en effet, de critiquer l'action des responsables du pays si nous n'avions le désir et le souci de prendre une part active à ces responsabilités. Nous sommes bien décidés à nous mettre en face de la réalité des problèmes politiques du pays. Nous sommes prêts à faire l'effort nécessaire pour les comprendre et à participer effectivement à l'administration de la Cité. Parce que nous pouvons faire état de notre courage passé, nous n'avons pas peur des combats futurs. Et nous sommes persuadés que notre unité n'aura pas à souffrir d'avoir voulu élever nos préoccupations à des problèmes d'une importance réelle et positive. L'unité qui se construirait uniquement sur des revendications mineures et qui, par le seul souci des intérêts de nos ressortissants, nous ferait oublier les grands intérêts du pays, ne peut pas nous satisfaire.

Les guerres, la conclusion malheureuse de celle que nous avons vécue, sont les conséquences de la politique ; parce que nous comptons au nombre de ceux qui sont voués à payer de leur sang, nous ne voulons plus que la conduite de la politique nous échappe.

Méfions-nous des bons apôtres et des faiseurs de mirages

D'aucuns manifesteront à l'égard de ces assertions une prudente réserve, ils prétendront que si l'espoir et l'enthousiasme qu'apporte notre jeunesse est un bien précieux, par contre, la passion irréfléchie et l'inexpérience peuvent conduire aux aventures, et que jeunesse ne signifie pas, surtout en politique, infaillibilité. A ceux-là, nous demanderons si, en dehors de quelques vétérans incrustés dans leurs fonctions - ce, qui est très compréhensible - il existe beaucoup d'adultes qui possèdent une culture politique et qui soient en mesure, en toute connaissance de cause, de mener le bon combat pour un avenir meilleur.

D'autres, bons apôtres, nous diront qu'il n'est pas possible de s'intéresser à la politique sans adhérer à un parti politique, et que le plus sûr moyen de se former à la politique c'est de s'y entraîner auprès de ceux qui la pratiquent depuis longtemps. En d'autres domaines, nous avons eu l'occasion de montrer notre réaction à l'égard de tout paternalisme, et bien que jeunes, nous saurons aussi tirer les conclusions des expériences du passé. Nous ne sommes pas du tout désireux de voir notre action servir uniquement à rétablir une situation de fait. Nous ne voulons pas que la lutte, que nous ayons menée et que nous sommes décidés à poursuivre, ne soit utilisée que pour assouvir des appétits de politiciens, au sens habituel du mot. Nous avons le droit d'être méfiants à leur égard, car eux, ils savent exploiter les autres. Nous avons vu, après la Libération, comment, en jouant avec les mots, ils avaient su rétablir leur règne et leur ancien statut, qui nous avaient amenés à la défaite. Il est des méthodes qui ont fait définitivement faillite à nos yeux et les mirages qu'on avait fait miroiter aux yeux de nos pères, ne sont plus aptes à nous faire sombrer dans la médiocrité et la passivité. Nous connaissons trop bien ce que cache la formule : venez parmi nous, les jeunes, montrez nous la voie et nous, les anciens, nous vous suivrons.

Ne nous laissons pas chaparder l'héritage de nos morts

Il est des maladies que l'on ne peut approcher sans risque de contamination et dans la mesure où notre force représente un capital de pureté, nul ne peut nous contester le droit d'être intransigeants. Ce serait une trahison de notre part de galvauder l'héritage que nous ont laissé nos camarades tombés au combat, auprès de ceux qui, par action ou omission, sont les vrais responsables de leur mort. Etre dignes de cet héritage tout spirituel, c'est d'abord comprendre qu'il ne nous a été légué que pour le faire fructifier, et en tirer tout le bénéfice souhaitable au seul profit de la nation, et que cela exige ensuite des héritiers qu'ils choisissent pour le faire croître, un terrain débarrassé de son chiendent.

Certes, cela exigera de nous qu'après avoir étudié les problèmes et bâti les solutions efficaces, il nous faudra encore trouver, en dehors de l'agitation stérile des hommes et des chemins battus de la politique actuelle, les moyens de promouvoir à leur réalisation effective. C'est cette étude que s'attachera à poursuivre dans les mois à venir, Le Combattant d'Indochine. Eluder une telle tâche serait une trahison de notre part.

L'action du combattant est d'abord politique ou elle n'est pas

Si la qualité de combattant n'infère en rien l'octroi d'une nature nouvelle, elle est un enrichissement de la personnalité antérieure. Le combattant est un citoyen d'élite. Il serait vain de vouloir l'empêcher de remplir ses devoirs de citoyen dans la paix avec le même esprit et le même dévouement qu'il les a remplis dans la guerre. Pendant le combat, il a acquis une sorte de noblesse de fait et cette noblesse signifie : service. Le combattant n'a donc d'autre alternative que de servir l'Etat ou de le combattre quand celui-ci renonce à sa mission. C'est dans ce service qu'il restera fidèle à son combat, à ses morts et à lui-même.

C'est pourquoi nous pensons que l'action du combattant est d'abord politique, ou elle n'est pas.